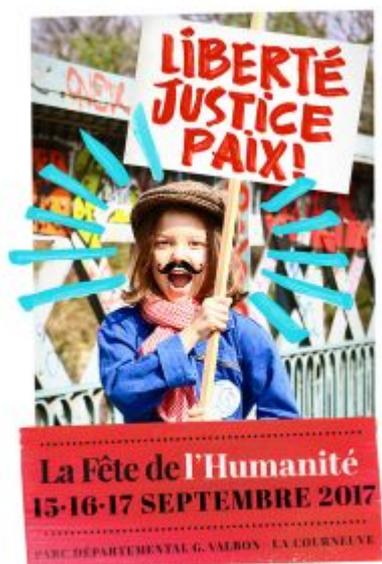


Pas de capitalisme sans casser des oeufs ! Questions à Xavier Compain

Xavier Compain a animé pendant l'Université du PCF à Angers un débat avec Jean Louis Durand , chercheur communiste à l'INRA, cégétiste , sur le thème « *l'agriculture au défi de la transition écologique* » .

A la Fête de l'Humanité, le samedi 16 septembre à 14h30, il animera un débat sur l'Alimentation, la Santé, l'Agriculture et l'Environnement sur le thème « Du danger dans nos assiettes. Pas de capitalisme sans casser des œufs ».



Parallèlement, dans le sillage de la vente solidaire de fruits et légumes à juste prix du 17 août des agriculteurs du MODEF et du Parti Communiste sur une centaine de points de vente, les communistes bretons présents sur la fête de l'Humanité au parc de la Courneuve organiseront un marché solidaire de légumes et de fruits bretons le samedi 16 septembre

dans l'après-midi.

Voici une interview de Xavier Compain réalisée pour le journal du PCF Finistère du mois de septembre « *Rouge Finistère* » en lien avec le récent scandale des œufs contaminés au Fipronil



Xavier Compain, porte-parole du PCF Bretagne et responsable de la commission Agriculture-Pêche-Fôrets du PCF avec Martine Sellier, présidente de la [CGT Indecosa](#)

PAS DE CAPITALISME SANS CASSER DES ŒUFS !

3 questions à Xavier Compain, porte-parole du PCF Bretagne, animateur de la commission Agriculture-Pêche-Forêt du Parti Communiste. Sommes-nous sûrs de ce que nous consommons ?

Avec les poulaillers traités au Fipronil, pourtant interdit on a l'impression qu'une crise agro- sanitaire succède à une crise agro-sanitaire.

Cette crise dite du Fipronil (des poulaillers géants ont été désinfectés avec ce produit interdit) fait suite à d'autres crises dans des secteurs très différents les uns des autres...

On a des alertes depuis des années. Souvenons nous de la « vache folle » entre 1996 et les années 2000, des épidémies de grippe aviaire qui traversent le globe, des lasagnes à la viande de cheval. N'oublions pas non plus les dommages collatéraux, qui touchent notre environnement : les marées d'algues vertes sur nos côtes, les pollutions au nitrate des cours d'eau. Si les crises s'enchaînent, c'est que peu de choses changent et que les changements, quand il y en a, prennent un temps fou ou sont partiels. Et je ne parle pas des décisions publiques contradictoires et brouillonnes. Tout cela n'est pas lié au hasard, au « pas de chance ». Le système de production est directement en cause. C'est un système à bout de souffle qui interpelle à juste titre.

C'est, comme on dit, un risque systémique ?

Oui. Bien sûr C'est le gigantisme des lieux de production, la standardisation des produits et des cultures, la spécialisation des exploitations, la course au profit, en amont des fournisseurs, en aval des distributeurs. Certains qualifient le système comme « industriel libéral ». Appelons un chat un chat et une poule une poule, c'est la marque même du système capitaliste. Reprenons le cas du Fipronil. Quand une exploitation accueille 30 000 poules, pondeuses ou non, bien évidemment la désinfection obligatoire des immenses locaux ne peut être confiée qu'à des entreprises de nettoyage industriel et/ou à des procédés de décontamination particulièrement agressifs. C'était le cas en l'espèce. Le développement sans limite des exploitations – 20 000 porcelets pour 980 truies gestantes là, 1000 vaches ici, 35 000 canards ailleurs – expose le cheptel entassé au moindre virus, à la moindre attaque bactériologique et favorise les réponses en « cides » : fongicide, insecticide, pesticide, et « aincide » de suite...



Xavier Compain, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF et Nicolas Bonnet-Ouladj, président du groupe communiste des élu.e.s de Paris lors d'une vente solidaire de fruits et légumes, organisée par le PCF, place de la Bastille à Paris.

Alors ?? STOP... ou encore ?

Pour des raisons impérieuses qui intéressent l'emploi, le revenu des agriculteurs et la reconnaissance de leur savoir faire, la qualité alimentaire, l'aménagement du territoire, l'environnement, il est urgent de reconsidérer le modèle agricole qui nous a été progressivement imposé au tournant des années 70. Un modèle qui a démontré sa nocivité et son inadéquation avec les besoins humains. Nous n'en voulons plus. Le monde ne se divise pas entre je ne sais quels détenteurs des progrès techniques et les folkloristes, adeptes des sabots de bois et des sols en terre battue dont nous serions.

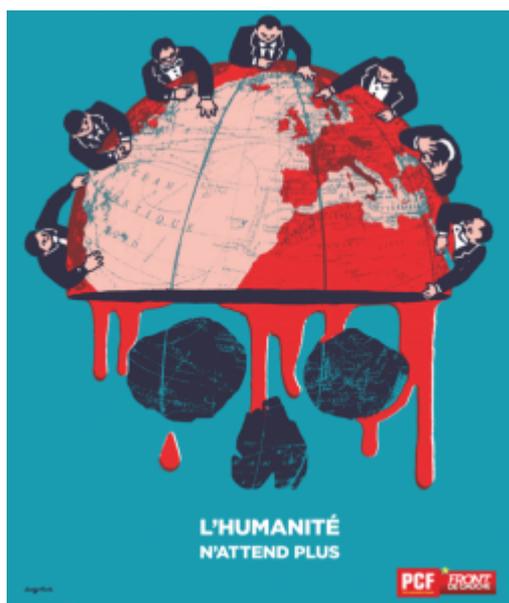
Nous travaillons à la promotion d'une agriculture paysanne capable de satisfaire en tout premier lieu les besoins locaux et nationaux, libérée des contraintes mortifères de la concurrence internationale, hautement qualifiée, notamment d'un point de vue agronomique, respectueuse des consommateurs et de ceux qui les nourrissent.

Propos recueillis par Gabriel Collorec.

Phosphine à Brest : pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !

Déclaration de la section de Brest et de la fédération du Finistère du PCF

25 500 tonnes de maïs traitées à la phosphine et stockées dans le port de Brest : ce n'est pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !



Depuis bientôt un mois, 25 500 tonnes de maïs importées de Roumanie pour le compte du groupe breton Triskalia et destinées à l'alimentation animale, restent stockées dans le port de Brest en raison d'émanations toxiques résultant d'un traitement à la phosphine, **un pesticide extrêmement dangereux pouvant entraîner de graves conséquences neurologiques, respiratoires et cardiaques.**

L'alerte a été donnée par les dockers de Brest et par des

collectifs de soutien aux salariés victimes des pesticides, et des contrôles de services de l'État ont eu lieu, révélant que la teneur en gaz toxiques reste anormale.

Pourtant le représentant du préfet estime que ce n'est pas un sujet de santé publique !

Qu'en pensent les marins qui ont convoyé cette cargaison à haut risque ? Les dockers qui l'ont déchargée et selon lesquels il aurait suffi de respirer le gaz au-dessus de la cale pour « partir en un quart d'heure » ? Qu'en pensent les chauffeurs appelés à transporter ce chargement qui représente l'équivalent de 830 camions ? Et les ouvriers qui manipuleront ces produits toxiques dans leur usine, alors que plusieurs cas de graves contaminations par ces pesticides sont en cours de jugement depuis plusieurs années ?

Sans oublier les paysans qui recevront ce maïs pour leurs animaux, tout cela finissant dans la chaîne alimentaire et donc dans l'assiette du consommateur.

Dans l'immédiat, nous exigeons que toutes les précautions soient prises par les services de l'État pour surveiller et contrôler ces gaz toxiques, pour protéger la population de tout effet nocif, et que le maïs ne soit pas livré tant que la preuve de son innocuité ne sera pas apportée.

Il faut rechercher aussi les responsables de cette situation qui doivent assumer leurs responsabilités financières dans le coût de ces opérations, voire pénales s'il y a lieu.

Au-delà, ce triste épisode pose plusieurs questions de fond.

Il souligne avec force la nécessaire réorientation des pratiques agricoles. Il est urgent de tourner le dos à cette agriculture intensive polluante qui s'est développée sous la pression de la finance, et d'engager une transition écologique vers une agriculture paysanne, relocalisée, permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail et aux consommateurs

d'accéder à une alimentation saine et de qualité.

Est posée aussi la question de la protection des salariés au travail. Et l'on ne peut que s'inquiéter de la mise en application de la Loi Travail et des graves reculs qu'elle porte en matière de médecine du travail.

Enfin est mise en évidence une nouvelle fois l'importance pour la sécurité de la population de services publics de qualité. Or leur capacité à remplir leurs missions a déjà été affaiblie ces dernières années par les politiques d'austérité et certains candidats à la présidentielle ne cachent pas qu'ils ont fait le choix idéologique de les démanteler.

Sur tous ces terrains, les communistes et leurs élus sont et seront mobilisés, avec les salariés, avec les paysans, avec les citoyens, pour lutter contre les reculs sociaux et la mainmise de la finance, pour une société de progrès social et écologique, pour l'Humain d'abord.

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF

Jean-Paul Cam, secrétaire de section du PCF Brest

Yvonne Rainero, membre de la commission nationale santé du PCF et animatrice de la commission finistérienne santé-protection sociale du PCF

**Tilly Sabco Bretagne : 4
projets de reprise, 4**

scénarios catastrophiques

Quatre repreneurs potentiels viennent de se manifester pour reprendre l'entreprise moribonde.

Sur les 200 salariés restants, seulement 25 à 55 au mieux seraient conservés par un repreneur s'il y en avait !

On s'oriente donc clairement vers la situation de prédateurs sagement installés au pied de l'arbre attendant la chute d'un fruit devenu trop mûr, comme nous l'avions indiqué il y a plusieurs mois !

Dans tous les cas ce sont les salariés qui vont trinquer et faire les frais de l'inertie dont ont fait preuve les dirigeants de Tilly Sabco Bretagne depuis la reprise de l'affaire il y a bientôt deux ans.

Au mois de mai dernier nous écrivions : *« assiste-t-on à une deuxième partie de poker menteur, qui vient d'être entamée entre la CCI de Morlaix et MS Foods après une première qui avait conduit à l'élimination de la société OLMIX ? »*



C'est totalement insupportable ! L'inertie de la direction met clairement en péril l'activité de l'entreprise, qui n'en avait vraiment pas besoin.

Il est grand temps de tout mettre sur la place publique ! L'argent public appartient à l'ensemble des citoyens !

On ne peut pas laisser le sort de 200 salariés, de l'activité agroalimentaire sur le pays de Morlaix entre les mains de capitalistes sans scrupules qui s'en moquent bien ».

La CCI de Morlaix et ses responsables et la direction de l'entreprise TSB portent une lourde part de responsabilité dans la situation actuelle.

Si la compétence se mesure aux résultats obtenus, on peut légitimement se poser des questions sur celle de ces dirigeants !

Depuis 2 ans les salariés n'ont réellement travaillé qu'une seule journée par semaine (voire deux dans le meilleur des

cas) au service de l'entreprise. Le reste du temps ils ont été, soit en formation professionnelle, soit au chômage partiel, c'est-à-dire en fait rémunérés pour l'essentiel au moyen de fonds publics.

Il y a un an, le 7 novembre 2015 dans une lettre ouverte à M. Chapalain, président de la CCI de Morlaix, la section de Morlaix du PCF constatait qu'un an après la reprise acceptée par le tribunal de commerce les engagements pris par la direction, SAS Tilly Sabco Bretagne dans son ensemble, n'avaient pas été respectés, et que l'on ne voyait se dessiner aucune perspective sérieuse de réorientation de l'activité.



Fort de sa superbe, le président de la CCI n'avait pas daigné répondre à cette demande.

De son côté, Ismaël Dupont, conseiller PCF-Front de Gauche, interpellait le président de Morlaix communauté lors d'un conseil communautaire fin 2015 pour alerter sur la situation préoccupante de l'entreprise et lui demander des explications. Là encore la réponse qui lui a été faite était de dire, certes la question qu'il posait était importante, que ça irait mieux demain et en lui faisant comprendre que son inquiétude était injustifiée.

Il faut noter à cet égard qu'au cours de ces deux dernières années, aucune autre organisation ou mouvement politique que le PCF et le Front de Gauche, à quel niveau que ce soit, ne s'est manifestée voire même simplement émue du sort de l'activité de Tilly Sabco Bretagne et de ses conséquences sur l'économie locale, et d'abord sur celui de ses salariés. Scandaleux !

PCF section de Morlaix le 6 novembre 2016

CARHAIX SYNUTRA SODIAAL

Qualité environnementale, trace carbone, sécurité collective, lutte contre les gaz à effet de serre. L'épreuve des faits.



L'usine de traitement de lait installée à Carhaix par la société SYNUTRA et la coopérative SODIAAL entrera en production dans les tous prochains mois.

Elle transformera à terme, selon les prévisions, 300 millions de litres de lait frais et produira environ 100 000 tonnes le lait en poudre.

En attendant les premiers résultats de cette entreprise, que l'on annonce d'emblée mirobolants malgré les inquiétudes et les mises en garde, la question de la logistique mérite d'être posée.

Il est bien tout à fait légitime de s'intéresser aux conditions d'acheminement de la matière première, des producteurs au transformateur et des produits traités au marché chinois.

300 millions de litres de lait, venant de Bretagne et de Normandie, convergeant vers Carhaix ne se transportent pas avec des bidons de 50 litres !

Parallèlement, les informations accessibles indiquent que l'exportation des produits transformés mobilisera 8000 conteneurs à destination, espérons le, du port de Brest, site d'embarquement le plus évident.

Nul ne pourrait comprendre après la tenue à Paris de Conférence Internationale pour le Climat, les déclarations répétées du gouvernement, de la Région Bretagne et du Département sur leurs engagements environnementaux respectifs que le mode transport choisi soit par nature polluant et dangereux.

Il existe à Carhaix une plate-forme ferroviaire que l'entreprise SYNUTRA-SODIAAL serait bien inspirée d'utiliser.

Les pouvoirs publics locaux, départementaux et régionaux qui ne lésinent pas sur les aides mises à disposition, au nom de la création d'emplois, du projet SYNUTRA SODIAAL sont parfaitement fondées à exiger de l'entreprise et de la SNCF qu'elles examinent avec le plus grand sérieux le choix du ferroviaire.

**Déclaration de la Fédération
du Finistère Lannilis CARGILL
prend la poudre d'escampette**

Quel avenir pour la phyco-culture ?



Contrariée d'avoir été épinglée en septembre 2015 par l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament pour des productions non autorisées et la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes pour des conditions d'exploitation douteuses, la société CARGILL boude.

Et bouder pour CARGIL -143 000 salariés dans 67 pays, 134 872 milliards de dollars de chiffre d'affaire et 1870 milliards de dollars de résultat net en 2014- c'est casser un de ses jouets.

Le jouet en question est son usine de production d'alginate de Lannilis dont la fermeture est programmée pour la fin de cette année. La vie des 65 salariés du site, l'avenir des goémoniers de l'Aber Ildut, CARGILL s' »en moque comme de son premier dollar de profit..

La décision brutale d'un des trusts mondiaux de l'agro alimentaire et de quelques activités connexes ou pas (santé et pharmacie, élevage, transports fluviaux et maritimes, gestion des risques financiers et industriels, électricité et gaz) ne peut qu'interroger l'Etat, la Région et le Département qui ont fait de la filière aquacole un des axes majeurs de développement de la Bretagne en général et du Finistère en particulier.

Elle démontre d'ailleurs que, cachée sous le vocable sportivo-économique de « compétition internationale » la mondialisation capitaliste adossée à la perte d'autonomie des états, au déclin de l'indépendance nationale, est un frein au développement raisonné des territoires.

La décision de CARGILL heurte frontalement les stratégies publiques.

On peut donc légitimement attendre, et c'est singulièrement vrai pour les salariés de l'usine en danger, les artisans récoltants, pour celles et ceux dont l'activité dépend de près ou de loin de ce site industriel, que l'Etat et la Région et le Département, se saisissent sans attendre du dossier de manière exemplaire et novatrice.

On ne peut plus se contenter, comme dans bien des cas, si ce n'est tous les cas, de mesures d'accompagnement à la liquidation, de plan de reconversion dont on ne connaît que trop bien les résultats et autres artifices.

Les pouvoirs publics doivent se fixer pour objectif l'aide à la construction d'une filière locale de phyco-culture, de la récolte ou de la production à la transformation, dans ce secteur géographique qui concentre l'essentiel du potentiel de récolte et de valorisation.

Toutes les pistes doivent être explorées sans tabou, notamment celles qui associeraient sous forme coopérative soutenue par les acteurs publics les différents intervenants de la filière, et en premier lieux les salariés.

Brest le 10 juin

Crise agricole : des solutions justes pour les éleveurs et les consommateurs



Sur les prix et les marges

1. Avec des prix moyens des fruits et des légumes de plus en plus élevés, la recommandation « Mangez 5 fruits & légumes » est tout à fait inaccessible pour un très grand nombre de familles. 43 % des français en mangent insuffisamment.
2. Pourtant nombreux sont les producteurs qui n'arrivent pas à joindre « les deux bouts. » Les revenus des agriculteurs ont diminué de 25 % ces deux dernières années.
3. Les marges excessives de la grande distribution en sont la principale cause. Les grandes enseignes réalisent des marges de 30 à 50 % sur les produits frais : un kilo de cerises, vendues 6 € le kilo, rapporte seulement 0,90 € au paysan.
4. Les parlementaires , Députés et Sénateurs du PCF/Front de Gauche ont déposé une proposition de loi permettant l'encadrement des marges de la grande distribution et garantissant un juste prix aux consommateurs et une juste rémunération aux paysans.

Crise porcine

Concentration effrénée des filières de production et de

transformation, démantèlement des outils de régulation du marché européen au profit d'une concurrence soit disant libre et non faussée, travailleurs sur exploités dans les abattoirs, dumping social et environnemental, cours du d'achat du porc inférieurs aux coûts de production...Tous les ingrédients de la crise de l'agriculture capitaliste sont réunis.

Le gouvernement s'est installé dans les annonces incantatoires et la réunionite. La droite, subitement amnésique, tente de faire oublier que c'est elle qui a fait le choix de la non régulation des prix agricoles en France et au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) il y a maintenant 30 ans. C'est elle aussi qui, du temps de Sarkozy, a inventé la mal nommée « Loi de Modernisation Économique » qui permet, depuis 2008, à la grande distribution d'étrangler ses fournisseurs.

Parce qu'il faut de vraies réponses pour sortir de la libre concurrence, du dumping social et rémunérer le travail paysan, le Parti Communiste Français, par la voix de ses députés, déposera à l'Assemblée Nationale **une proposition de loi** qui prévoit notamment :

- **l'obligation d'indication d'origine des produits alimentaires,**
- **la tenue d'une Conférence annuelle sur les prix agricoles,**
- **l'encadrement des marges distributeur avec coefficient multiplicateur en seront les outils.**

Pour affronter avec courage l'Europe de la spéculation, la proposition de loi visera notamment à instaurer des prix indicatifs rémunérateurs et des stocks de sécurité alimentaire.

Les communistes avancent 4 propositions :

1. Produire en quantités suffisantes une alimentation saine et accessible. Face au défi alimentaire, la production agricole

doit être soutenue par de nouvelles politiques publiques. L'indépendance alimentaire doit être garantie. La relocalisation des productions doit privilégier la satisfaction des besoins humains.

2. Vivre dignement de son travail. Des paysans justement rémunérés sont la condition d'installation de jeunes. Cette exigence vaut pour les salariés de l'agroalimentaire. Cela passe par des prix rémunérateurs garantis, la planification de la production et la régulation des marchés, la production et la répartition des terres agricoles, le soutien public aux exploitations et aux filières les plus fragiles. La redistribution de la valeur ajoutée au bénéfice des producteurs est essentielle.

3. Engager la transition écologique de l'agriculture.

À la culpabilisation d'un secteur empêtré dans le productivisme nous préférons une sortie par le haut :

- promotion de bonnes pratiques agronomiques, aptes à maintenir durablement des rendements équilibrés et réalistes ;
- diversification des productions ;
- amélioration de la complémentarité entre culture et élevage.
- orientation de la recherche agronomique vers ce nouveau développement.

4. Promouvoir un aménagement équilibré des territoires. Les paysans sont des acteurs économiques et sociaux majeurs des espaces ruraux européens. Le rôle qui est le leur dans l'aménagement des territoires doit être reconnu, soutenu et encouragé par une politique de maintien des services publics.

Les enjeux alimentaires interpellent nos civilisations. Ils appellent un nouveau mode de développement. C'est le sens de la contribution à l'écriture du projet d'émancipation humaine que vient de formuler le PCF : « La France en commun ».

Nous invitons le monde agricole, les salariés, les citoyens, à construire des majorités d'idées et de projets alternatifs sans attendre.

Il est temps d'encourager l'agriculture paysanne et la transition écologique en relocalisant nos productions alimentaires.

Déclaration de la Fédération du Finistère VENTE DE L'ENTREPRISE DOUX : LA VIGILANCE S'IMPOSE



La presse annonce ce matin la mise en vente par la holding D et P, détenue par Didier Calmels de la totalité des parts qu'elle détient dans le capital de l'entreprise.

Didier Calmels était entré au capital de l'entreprise à hauteur de 52,5% en 2012 et il la quitte avec, affirme-t-il sans rire, avec le sentiment du devoir accompli.

Nul ne sait et ne saura sans doute jamais à quelle hauteur le « restructurateur » Calmels à repris la dette de la banque Barclay que Doux en son temps était incapable d'honorer. On ne saura pas non plus le profit réalisé avec cette vente expresse

aux entreprises coopératives TERRENA et AVRIL.

Mais au passage, 2 000 emplois ont été supprimés et nombre de sites de production liquidés.

Les acheteurs de leur côté sont persuadés de réaliser une bonne opération.

Les comptes de l'entreprise ont été assainis dans les conditions que l'on sait, ils achètent une marque, des marchés intérieurs, des marchés à l'export, un ensemble de producteurs à qui ils fourniront les aliments du bétail produits par AVRIL.

Il n'est pas du tout certain que cette opération industriello-financière soit indolore pour les salariés de Doux, de Terrena et d'Avril.

Le secteur avicole en France est en pleine restructuration et Terrena, qui compte 3 500 salariés à la volaille, n'y échappe pas.

Les audits d'organisation, pilotés par l'employeur, qui accompagnent généralement ce type d'opération, feront comme d'habitude ressortir des services et des salariés en surnombre, dans les services généraux et dans les chaînes de production.

Les salariés des trois entreprises, variable d'ajustement toute désignée, risquent d'être les dindons de la farce.

Le Parti communiste les appelle à la plus grande vigilance.

Il se tiendra à leurs côtés, comme il l'a toujours fait dans les actions nécessaires à la défense de leurs intérêts.

Brest le 19 mai 2015

Déclaration de la Fédération du Finistère Porcheries industrielles La course au gigantisme est une voie dangereuse et sans issue.



Les habitants de Landunvez et les associations de protection de l'environnement s'inquiètent, à juste titre, des projets d'agrandissement d'une porcherie industrielle installée dans la commune.

Le Préfet du Finistère a donné son accord passant outre l'opposition du commissaire enquêteur. ça c'est de la simplification administrative !

Les risques sanitaires, les interdictions de baignades épisodiques sur les plages de la commune, les épandages odorants, les pollutions des cours d'eau avoisinants n'ont pas fait sourciller le représentant de l'État dans le département.

Mais que peut on refuser à la SARL AVEL VOR (ou AVEL MOC'H

c'est selon) dirigée par le Président du Comité Régional Porcin, administrateur du groupement de producteurs AVELTIS qui commercialise 3 000 000 de cochons par an ?

Les citoyens ne peuvent que s'étonner du fossé qui se creuse entre les discours officiels et la réalité.

Les crises succèdent aux crises. Tous les secteurs sont touchés, la filière porcine, la production de lait, les légumiers...

Les actions régulières des agriculteurs sont là pour nous le rappeler.

La situation est telle qu'elle fait dire aux experts que la crise est systémique et que le modèle d'agriculture industrielle, qui a détruit en Bretagne des dizaines de milliers d'emploi, met à genoux les producteurs, épuise les ressources, impacte violemment l'environnement n'est pas la solution mais bien la source du problème.

Et ce modèle il est grand temps d'en changer.

L'avenir de l'agriculture, l'avenir de nos territoires ne passent pas par la course au gigantisme et l'inscription obligatoire des paysans dans la compétition mondiale, prônée par les ayatollahs du libéralisme forcené. Ils en seront, nous en serons toujours les victimes.

On pourrait alors s'attendre que l'État, qui n'est pas avare en déclarations et prétend soutenir une agriculture de qualité, respectueuse des hommes et l'environnement, passe sans attendre aux travaux pratiques.

On pourrait s'attendre à ce qu'il s'oppose aux agrandissements déraisonnables et qu'il promeuve les installations et les conversions en agriculture paysanne.

Dans cette bataille, comme dans d'autres, l'intervention citoyenne est indispensable.

La fédération finistérienne du Parti Communiste Français apporte son soutien sans réserve aux habitantes et aux habitants de Landunvez, aux associations de protection de l'environnement et du patrimoine engagés dans le combat contre agrandissement de la porcherie industrielle AVEL MOR.

Avenir de Tilly Sabco Lettre ouverte à Marylise Lebranchu



Avenir de Tilly Sabco,
Lettre ouverte de Daniel Ravasio pour la section PCF de
Morlaix à Marylise Lebranchu

Madame la députée,

Je tiens par la présente, au nom de la section de Morlaix du PCF, à vous faire part de notre extrême inquiétude quant à la situation de l'entreprise Tilly Sabco Bretagne des graves conséquences en résultant pour les salarié-e-s, pour l'activité de l'agroalimentaire dans le pays de Morlaix, et pour l'économie locale.

Vous n'ignorez probablement pas que le 13 mai dernier, l'assemblée des actionnaires qui était prévue n'a pas eu lieu

et a été reportée sine die pour des raisons qui n'ont pas été communiquées.

Ce nouvel avatar fait suite aux diverses péripéties entre actionnaires intervenues depuis fin 2014, date de la décision du tribunal de commerce de Brest de confier à « l'entente » MS FOODS/OLMIX/CCI de Morlaix les rênes de l'entreprise Tilly Sabco.

Malgré les promesses, avec effets de manche, de réorientation de l'activité, rien de concret n'a été fait pour relancer l'activité.

Depuis 18 mois les salariés ne travaillent réellement qu'une seule journée par semaine (voire deux dans le meilleur des cas) au service de l'entreprise. Le reste du temps ils sont, soit en formation professionnelle, soit au chômage partiel, c'est-à-dire en fait rémunérés pour l'essentiel au moyen de fonds publics.

Depuis 18 mois, les 200 salariés restants de l'entreprise sont littéralement baladés de promesses, toutes dénuées de tout commencement de réalisation par l'un ou l'autre des actionnaires.

Le 7 novembre 2015 dans une lettre ouverte à M. Chapalain, président de la CCI de Morlaix, la section de Morlaix du PCF constatait qu'un an après la reprise acceptée par le tribunal de commerce les engagements pris par la direction, SAS Tilly Sabco Bretagne dans son ensemble, n'avaient pas été respectés, et que l'on ne voyait se dessiner aucune perspective sérieuse de réorientation de l'activité,

La section de Morlaix du PCF faisait état de sa vive préoccupation, et des graves conséquences, en premier lieu pour les salariés de l'entreprise Tilly Sabco Bretagne eux-mêmes dont l'emploi n'était pas garanti, mais aussi pour le secteur de l'agroalimentaire, ou de ce qu'il en restait, et bien entendu pour toute la vie économique et sociale de

Guerlesquin et, au-delà, de la région.

C'est pourquoi elle interpellait le président de la CCI pour qu'il apporte publiquement un éclairage sur la situation exacte et les difficultés éventuelles rencontrées par l'entreprise, et pour qu'il indique les dispositions concrètes qu'il comptait prendre pour réaliser les investissements promis et redémarrer l'activité dans la direction qui était projetée.

Comme prévu le président de la CCI n'avait pas daigné répondre à cette demande, mais avait même fait savoir son agacement quant au fait d'être ainsi invité à mettre le problème sur la place publique, a fortiori quand cette interpellation émanait en plus du PCF.

De son côté, Ismaël Dupont, conseiller PCF-Front de Gauche, interpellait le président de Morlaix communauté lors du conseil communautaire du 16 novembre 2015 pour alerter sur la situation préoccupante de l'entreprise. La réponse qui lui a été faite alors consistait à lui dire que, certes la question qu'il posait était importante, mais que son inquiétude n'était pas justifiée.

Pourtant le jour-même, 16 novembre 2015, suite à des «désaccords» entre actionnaires, la société OLMIX qui possédait 33 % des parts revendait celles-ci à la CCI de Morlaix pour un montant de 500 000 €, soit exactement à la même valeur que le montant de son apport lors de la constitution de la nouvelle société Tilly Sabco Bretagne (TSB) en 2014.

Dans un communiqué la CCI de Morlaix justifiait le retrait de OLMIX par l'absence d'une « vision commune des associés sur la stratégie de l'entreprise ».

En fait cela met objectivement un peu plus en évidence que l'union des trois actionnaires de fin 2014 s'apparentait davantage au mariage de la carpe et du lapin.

Cela montre aussi la considération de l'actionnaire CCI de Morlaix à l'égard de Morlaix communauté, son cautionnaire dans cette affaire, qu'on avait manifestement omis d'informer de ces changements très importants en ce sens que les orientations stratégiques prévues dans le plan de reprise approuvé par le tribunal de commerce de Brest s'en trouvaient automatiquement modifiées.

Que s'est-il ensuite passé de novembre 2015 à mai 2016 : rien ... ou presque !

À l'exception cependant d'un nouveau débat entre les deux actionnaires restants, la CCI de Morlaix (devenue majoritaire) et la société anglaise MS Foods.

Cette fois le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Morlaix annonce que la CCI va céder 42 % de ses parts à MS Foods Limited pour un euro symbolique, et qu'elle a obtenu un accord signé avec le patron de la holding anglaise du groupe dont fait partie l'entreprise MS Foods.

Curieux accord dont on aimerait d'ailleurs lire très précisément le contenu.

Ainsi, selon ce plan, la CCI céderait gratuitement à MS Foods les parts rachetées pour 500 000 € à OLMIX quelques mois auparavant, plus une partie de celles qu'elle détient depuis son apport au capital de TSB pour le même montant, soit un cadeau de 630 000 €, au bas mot, qu'elle ferait ainsi à MS Foods ? (sans tenir compte d'une revalorisation éventuelle des actifs à opérer par rapport à leur valeur comptable, sachant que, selon la presse, les bâtiments ont été évalués, à 23 M€, ainsi que de la valeur de la marque commerciale Tilly Sabco).

La société britannique deviendrait ainsi actionnaire majoritaire, à hauteur de 76 %, l'acquisition se faisant vraiment à vraiment moindre coût.

En contrepartie de ce cadeau on nous dit que MS Foods

injecterait trois millions d'euros dans l'entreprise, un million pour recapitaliser et deux millions pour investir dans une nouvelle ligne de frais.

Et le président de la CCI d'annoncer une assemblée générale des actionnaires le 13 mai 2016.

Loin d'être rassurés par ces nouvelles annonces, les employé-e-s, au chômage partiel depuis mi-février, se sont dit sceptiques lors de cette annonce. « On attend l'assemblée générale des actionnaires du 13 mai. Il doit entériner ces décisions. Nous serons soulagés quand l'argent sera là », ont déclaré plusieurs élus du CE.

Les salarié-e-s avaient raison d'être sceptiques. En effet, le 13 mai, au jour convenu, les salarié-e-s ont eu la désagréable surprise de constater que les actionnaires étaient absents et que l'assemblée générale des actionnaires prévue était reportée sine die, et sans en connaître la raison.

Mais, en attendant, pour ce qui est de l'activité c'est toujours rien !... on est toujours au point mort !

Assiste-t-on du coup à une deuxième partie de poker menteur, qui vient d'être entamée entre la CCI de Morlaix et MS Foods après une première qui avait conduit à l'élimination de la société OLMIX ?

C'est totalement insupportable ! L'inertie de la direction met clairement en péril l'activité de l'entreprise, qui n'en avait vraiment pas besoin.

Ce sont les 200 salarié-e-s qui sont les premières victimes de la situation, mais cela concerne aussi, bien entendu, toute l'économie locale.

Il est grand temps de tout mettre sur la place publique, car l'argent public appartient à l'ensemble des citoyens, dont l'intervention dans ce dossier est légitime.

Pour cette raison, au nom de la section de Morlaix du PCF, je vous demande d'intervenir, dans le cadre de vos prérogatives, pour que ce dossier soit évoqué publiquement et qu'un débat ait lieu pour trouver une issue à la relance nécessaire de l'activité économique de cette entreprise.

Ne doutant pas que vous prendrez notre demande en considération, et vous remerciant par avance de nous tenir informés de la situation et de ses évolutions, je vous prie d'agréer, Madame la députée, l'assurance de ma considération distinguée ainsi que celle de mes camarades.

Daniel Ravasio

Secrétaire de section